

GROUPE



Programme d'investissements d'avenir Action « Territoires d'innovation pédagogique »

Volet « Orientation vers les études supérieures » « Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures »

Accord de Partenariat



Accord de Partenariat PANORAMA

ENTRE

Les partenaires du projet PANORAMA, à savoir :

L'Université d'Aix-Marseille (ci-après dénommée « AMU »), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, issu de la fusion au 1er janvier 2012 de l'Université de Provence Aix-Marseille I, de l'Université de la Méditerranée Aix-Marseille II et de l'Université Paul- Cézanne Aix-Marseille III, créé par décret n°1010-2011 du 24 août 2011, sis 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 07, représentée par son Président, Monsieur Éric BERTON, Établissement porteur du Projet PANORAMA

ET

Avignon Université (ci-après dénommée « AU »), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Campus Hannah Arendt, 74 rue Louis Pasteur, 84 029 Avignon cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Philippe ELLERKAMP,

ET

L'Université de Toulon (ci-après dénommée « université de Toulon »), établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, numéro de SIRET 198 307 662 00017, dont le siège est sis avenue de l'Université- 83130 La Garde, représentée par son Président, Monsieur Xavier LEROUX,

ET

L'institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence (ci-après dénommé « Sciences Po Aix »), établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, numéro de SIRET 191 333 467 00014, dont le siège est sis 25 Rue Gaston de Saporta, 13100 Aix-en-Provence, représenté par son directeur, Monsieur Rostane MEHEDI,

ET

Centrale Marseille (ci-après dénommée «Centrale Marseille »), établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, numéro de SIRET 191 333 400 00015, dont le siège est sis 38 RUE FREDERIC JOLIOT CURIE- 13013 MARSEILLE, représentée par sa Directrice, Madame Carole DEUMIE,

ET

Le Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille, siège de la région académique Provence-Alpes-Côte D'Azur (ci-après dénommé «Rectorat d'Aix Marseille »), service d'établissement à compétence inter-régionale, numéro de SIRET 171 304 306 00011, dont le siège est sis 1 PLACE LUCIEN PAYE 13100 Aix-en-Provence, représenté par son Recteur, Monsieur Bernard BEIGNIER,

ET

Electricité de France (ci-après dénommée « EDF »), Société Anonyme numéro de SIRET 552 081 317 66522, dont le siège est sis 22 AV DE WAGRAM-75008 PARIS, représentée par son Délégué Régional EDF Provence Alpes Côte d'Azur, Monsieur Jean-Jacques MONTI,

ET

Visionari (ci-après dénommée « Visionari »), Société par actions simplifiée (SAS), numéro de SIRET 802 832 584 00014, dont le siège est sis 446 CHE DU MAS DE GAMUNDI - 34400 SAINT-JUST, représentée par son Président, Monsieur Pierre ALZINGRE,

ET

L'Association Sortie d'Amphi (ci-après dénommée « Sortie d'Amphi »), association à but non lucratif qui relève de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, numéro de SIRET 452 136 666 00040, dont le siège est sis RUE FREDERIC JOLIOT CURIE-13013 MARSEILLE, représentée par son Président, Monsieur Xavier LEPITRE,

ET

L'association Elles Bougent (ci-après dénommée « Elles Bougent »), association à but non lucratif qui relève de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, numéro de SIRET 491 927 091 00034, dont le siège est sis 45 BD DES BATIGNOLLES- 75008 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Sophie PAWLAK,

ET

L'association de la Fondation Etudiante pour la Ville (ci-après dénommée « AFEV »), association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, numéro de SIRET 390 322 055 00281, dont le siège est sis 221 RUE LA FAYETTE - 75010 PARIS, représentée par son Directeur Général, Monsieur Christophe PARIS,

ET

L'association Article 1 (ci-après dénommée « Article 1 »), association à but non lucratif qui relève de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, numéro de SIRET 499 381 812 00050, dont le siège est sis 29 BD BOURDON- 75004 PARIS, représentée par son Coprésident, Monsieur Boris WALBAUM,

ET

La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises des Bouches du Rhône - CPME 13 (ci-après dénommée « CPME 13 »), organisation syndicale – Association de loi 1901, numéro de SIRET 484 195 946 00013, dont le siège est sis 99 AV DES AYGALADES -13015 MARSEILLE, représentée par sa Présidente, Madame Corinne INNEST,

ET

L'association Cap au Nord Entreprendre (ci-après dénommée « CANE »), association à but non lucratif qui relève de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, numéro de SIRET 519 498 992 00048, dont le siège est sis 211 CHE MADRAGUE VILLE 13015 MARSEILLE, représentée par son président, Monsieur Christian CORTAMBERT,

ET

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après dénommée « La Région »), collectivité territoriale, dont le siège est situé Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par la délibération n° 21-357 du 23/04/2021.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :

Compte tenu de leur complémentarité, les Parties ont élaboré le projet PANORAMA afin de répondre à l'appel à projet «dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures» du Programme d'Investissements d'Avenir Action «Territoires d'innovation pédagogique (TIP)», géré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Vu la décision du Premier ministre rendue après avis du Secrétariat général pour l'investissement (le « SGPI ») après avis du comité de pilotage en date du 27 mars 2020, sur la labellisation du projet PANORAMA dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique (TIP) » du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Vu la convention de financement n° 2020-5451 entrée en vigueur le 23 novembre 2020, signée entre la CDC et Aix-Marseille Université, relative au financement du projet PANORAMA par la CDC,

Les Parties souhaitent, dans le présent accord, fixer les modalités d'exécution du projet PANORAMA, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant, en référence à la convention suscitée.

LES PARTIES CONVIENNENT

Article 1 - Définitions

Dans le présent accord, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations respectives suivantes :

Accord : l'ensemble constitué par le présent accord de consortium et ses annexes, ainsi que ses éventuels avenants.

Connaissances propres : les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues du Projet, et notamment les résultats et savoir-faire obtenus par l'une des Parties antérieurement à l'Accord ou indépendamment de la réalisation du Projet, et sur lesquelles elle détient les droits d'utilisation. Une liste des Connaissances Propres mises à disposition dans le cadre des Travaux réalisés dans le cadre du Projet sera établie en annexe de chaque Convention Spécifique.

Information Confidentielle : toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient - incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non, communiquées par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de l'Accord, et sous réserve que la Partie qui les communique ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable ait fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et ait confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Partie(s) : Établissements publics, Associations et Sociétés signataires de l'Accord : AMU, AU, Université de Toulon, Sciences Po Aix, Centrale Marseille, Rectorat d'Aix-Marseille, La Région, EDF, Visionari, AFEV, Article 1, CMPE 13, Sortie d'Amphi, CANE, Elles Bougent désignés individuellement ou conjointement.

Période probatoire : Période allant de la date d'éligibilité des dépenses jusqu'à 3 ans

Projet :

Le projet PANORAMA vise à **mettre en place un écosystème intégré en faveur de l'orientation des lycéens sur le territoire de l'académie d'Aix-Marseille et du Var**. Ce territoire est caractérisé à la fois par une population lycéenne importante et par une très forte diversité des publics. Cet écosystème s'appuiera sur l'expérience que nous avons déjà acquise pour offrir à tous les lycéens des dispositifs d'accompagnement à l'orientation concrets et adaptés. Il sera guidé par **3 partis pris fondamentaux** :

- **Veiller à renforcer l'estime de soi, la confiance et l'autonomie** des lycéens, en s'appuyant sur l'exemplarité des pairs et avec une attention particulière aux publics défavorisés et « éloignés » ;
- **Prioriser les dispositifs en présentiel** pour développer les compétences à l'orientation et apporter un accompagnement au plus près des lycéens, tout en favorisant en complément leurs usages des ressources numériques les plus utiles ;
- **Adopter une approche de co-construction** associant étroitement les équipes des lycées et des établissements d'enseignement supérieur, les acteurs de l'orientation régionaux et nationaux ainsi que les acteurs socio-économiques de notre territoire.

Le cœur de notre projet PANORAMA est centré autour de **5 actions visant à fournir aux lycéens un accompagnement humain, concret et diversifié à leur orientation** vers l'enseignement supérieur. Ces actions ont été élaborées en s'appuyant sur l'expérience de notre territoire en la matière, et pour répondre aux 3 principaux enjeux qui conditionnent une orientation réussie :

- **« M'informer sur les possibles »**, avec 2 actions visant à déployer des sessions d'information en proximité dans les lycées et dans leurs quartiers (action n°1) et à développer en complément l'usage des ressources numériques dédiées à l'orientation en s'appuyant davantage sur les pratiques et les outils digitaux privilégiés par les lycéens (action n°2) ;
- **« Être accompagné et soutenu dans ma réflexion »**, avec des ateliers de développement des compétences à s'orienter mis en place et animés avec les équipes pédagogiques des lycées (action n°3) ;
- **« Me projeter concrètement dans le futur »**, grâce à des dispositifs d'immersion dans le supérieur pour découvrir *in situ* les formations et la vie étudiante (action n°4), et d'immersion au sein des entreprises du territoire, avec des rencontres et des jeux de mise en situation professionnelle (action n°5).

En complément, **une action transversale (action n°6)** permettra de développer l'**articulation bac-3 bac +3**, d'**animer la communauté de l'orientation** sur l'ensemble de notre territoire et d'améliorer progressivement **les dispositifs portés** par le projet. Cette action vise également à soutenir des initiatives innovantes proposées au sein des lycées du territoire et à organiser des ateliers d'échange entre acteurs du secondaire et du supérieur.

Le déploiement du projet repose sur **une approche collaborative** et accorde **une priorité aux publics défavorisés et éloignés**. Pendant les 5 premiers mois, des tests seront réalisés avec les lycées qui accueillent une forte proportion d'élèves issus de REP / REP + et sur les lycées éloignés des grands centres universitaires. Des réajustements seront alors réalisés pour permettre d'être optimal dès la rentrée de septembre 2021. Les trois premières années, le dispositif sera progressivement déployé sur les lycées du territoire. Cette première phase fera l'objet d'**une évaluation** à t+3, en s'appuyant sur un Observatoire académique des parcours de réussite et un Comité de suivi et d'évaluation associant les laboratoires du réseau SFERE-Provence et des experts externes des problématiques d'orientation. Le dispositif sera alors étendu aux lycées professionnels. Une évaluation sera réalisée à t+6 puis à t+9.

Résultats issus du Projet : les résultats et connaissances de toute nature, issus des Travaux, réalisés dans le cadre du Projet, susceptibles ou non d'être protégés au titre de la propriété intellectuelle. Une définition appropriée sera établie dans le cadre des conventions spécifiques propres à chacun des Travaux.

Travaux : Les s travaux menés par les Parties dans le cadre du Projet au titre de l'Accord et détaillés dans les annexes 1 et 2 de la Convention de Financement entre la CDC et AMU n°2020-5451

Actions : Les actions menés par les Parties dans le cadre du Projet au titre de l'Accord et détaillés dans les annexes 1 et 2 de la Convention de Financement entre la CDC et AMU n°2020-5451

Article 2 - Objet de l'Accord

L'Accord a pour objet de définir les modalités d'exécution du Projet et de fixer les droits et obligations respectifs des Parties au regard notamment de la propriété intellectuelle des Résultats issus du Projet.

Article 3 - Mise en œuvre du Projet

L'objet du Projet, les objectifs recherchés, le détail des actions, la répartition des actions entre les partenaires, les conséquences attendues aux plans de la formation et scientifique, le nom et la qualité du responsable du projet ainsi que le calendrier d'exécution du projet sont détaillés dans l'annexe 1 de la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451

Chaque Partie est responsable de l'exécution des actions mis à sa charge, conformément à l'annexe 1 de la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451

Pour les besoins du Projet, les Parties s'échangent toutes informations utiles concernant l'état d'avancement des actions et des travaux qu'elles exécutent et mettent à jour le calendrier général en conséquence.

Les Parties décident d'un commun accord de toute modification nécessaire à la bonne exécution du Projet.

Article 4 - Modalités financières

L'Établissement porteur reçoit directement de la CDC l'aide correspondant à la réalisation du Projet, conformément aux stipulations de la convention attributive d'aide.

Chaque Partie s'engage à mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution du Projet, conformément à l'annexe 2 « calendrier et budget prévisionnel », article 4 « budget prévisionnel », de la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451

Une partie de la subvention est reversée par AMU à sciences po Aix, conformément à la convention de reversement entre AMU et sciences po Aix, n°2021-6096.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'université de Toulon, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'université de Toulon, n° 2021-6150.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à Avignon université, conformément à la convention de reversement entre AMU et Avignon université, n° 2021-6251.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'association Sortie d'Amphi, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'association sortie d'Amphi, n° 2021-6061.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'association AFEV, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'association AFEV, n° 2021-6050.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'association Article 1, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'association Article 1, n° 2021-6050.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'association CPME 13, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'association CMPE 13, n° 2021-6132.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à la société Visionari, conformément à la convention de reversement entre AMU et la société Visionari, n° 2021-6167.

Une partie de la subvention est reversée par AMU à l'association Elles Bougent, conformément à la convention de reversement entre AMU et l'association Elles Bougent n° 2021-6234.

Pour l'exécution de certaines actions, des avenants au présent accord de partenariat entre Parties peuvent être conclus, ainsi que d'autres conventions de reversement, en fonction de l'évolution du projet et de l'implication des partenaires concernés.

Article 5 –Gouvernance

D'un commun accord entre les Parties et conformément à la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451, l'Établissement porteur est Aix-Marseille Université.

5.1 Projet PANORAMA

La gouvernance du Projet repose sur son Conseil des établissements partenaires (CoP), le comité de pilotage (COPIL) et le Conseil de suivi et d'évaluation (CSE), et des groupes de travail (GT) par actions, dont la composition et les compétences sont prévues en annexe 1 de la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451.

5.2 Rôle de l'Établissement porteur

L'Établissement porteur est l'intermédiaire entre les Parties et la CDC et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- Il est le support financier de l'exécution du Projet ;
- Il transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun émanant de la CDC dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- Il réalise les comptes rendus technique et financier de la mise en œuvre du Projet et répond à toutes les démarches visant l'évaluation du Projet selon les modalités décrites dans la convention attributive d'aide ;
- Il transmet aux autres Parties les comptes rendus technique et financier adressés à la CDC ;
- Il adresse les demandes de modification du Projet à la CDC ;
- Il informe la CDC des difficultés éventuelles dans la réalisation du Projet, en particulier lorsque l'une des Parties déciderait de se retirer du Projet ou lorsque les Parties souhaiteraient qu'un nouvel acteur participe au Projet ;
- Il transmet un original du présent Accord signé par l'ensemble des Parties à chaque Partie et, pour information, une copie à la CDC ;
- Il transmet à la CDC, pour information, une copie des éventuelles conventions de reversement conclues entre lui-même et les Parties concernées qui seraient relatives à la réalisation d'une partie des actions et des Travaux.

5.3 Obligations des Parties à l'égard de l'Établissement porteur

Chaque Partie s'engage à fournir à l'Établissement porteur :

- Les comptes rendus nécessaires à l'établissement des rapports techniques et financiers destinés à la CDC, sur demande de l'Établissement porteur, quinze (15) jours calendaires au minimum avant la remise du rapport concerné à la CDC ;

- Les informations permettant de répondre aux éventuelles demandes de la CDC.

Par ailleurs, chaque Partie s'engage à informer par écrit et dans un délai qui ne saurait excéder un mois, l'Établissement porteur, de toute difficulté dans la réalisation du Projet, en particulier lorsqu'elle déciderait de se retirer du Projet.

Article 6 - Propriété, protection et exploitation des Connaissances Propres et des Résultats issus du Projet

6.1 Propriété des Connaissances Propres

Les Connaissances Propres de chacune des Parties restent leur propriété respective.

Pour la durée du Projet et sous réserve des droits des tiers, les Parties concèdent un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de leurs Connaissances Propres aux autres Parties, dès lors que lesdites Connaissances Propres sont nécessaires à l'exécution de leur part du Projet.

Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 8 de l'Accord.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire au chargement, à l'affichage, à l'exécution, à la transmission et au stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part des Travaux, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

6.2 Protection et exploitation des Connaissances Propres

Chacune des Parties s'engage à concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci et sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, et sans droit de sous-licence, d'exploitation de ses Connaissances Propres nécessaires à la valorisation des Connaissances Nouvelles, aux conditions commerciales du marché pour le Domaine d'application considéré. Ces conditions commerciales et les modalités de cette licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour l'exploitation de ses Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

Les dispositions des paragraphes 6.3, 6.4 et 6.5 ci-dessous, s'appliquent aux Travaux menés dans le cadre du Projet sous réserve de dispositions contraires convenues entre les Parties impliquées dans les Conventions Spécifiques régissant la réalisation d'une partie des Travaux.

6.3 Propriété des Résultats issus du Projet

Les Résultats issus du Projet sont la propriété de la Partie qui les a générés seule.

Les Résultats issus du Projet générés par plusieurs Parties, ci-après désignées les « Parties Copropriétaires », consistant en une connaissance protégée par un droit de propriété intellectuelle, brevetables ou non, sont la copropriété des Parties au prorata de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs, à moins que lesdites Parties s'accordent par écrit sur la dévolution des droits de propriété à l'une d'entre elles ou à parts égales.

Les Parties copropriétaires signeront, par acte séparé et avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale, un règlement de copropriété et d'exploitation (ci-après « Règlement de Copropriété ») définissant la répartition convenue des quotes-parts, ainsi que les droits et obligations s'y rapportant et reprenant pour ce qui concerne les Résultats communs brevetables et/ou les droits d'auteur les principes exposés ci-dessous.

La disposition précédente s'applique sous réserve des deux hypothèses suivantes :

- Lorsque les Résultats issus du Projet sont générés par le personnel d'une unité de recherche constituée entre plusieurs Parties, la répartition de la propriété des Résultats entre lesdites Parties est fixée conformément aux accords passés entre elles.
- Lorsque les Résultats issus du Projet sont générés par le personnel de plusieurs unités de recherche constituées entre plusieurs Parties, la copropriété de ces résultats est répartie entre les Parties tutelles de ces unités de recherche au prorata de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs. Les Parties tutelles de chaque unité de recherche font ensuite leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété, conformément aux accords passés entre elles.

6.4 Protection des Résultats issus du Projet

Les demandes de brevets découlant des Résultats issus du Projet générés par une seule Partie sont déposés à la seule initiative de ladite Partie et à ses seuls noms et frais.

Les demandes de brevets découlant des Résultats issus du Projet générés par le personnel d'une unité de recherche constituée entre plusieurs Parties, sont déposées par lesdites Parties conformément aux accords passés entre elles. Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des brevets nouveaux en copropriété seront supportés par les Parties Copropriétaires selon leur quote-part de propriété telle que définie à l'article 6.3 ci-dessus.

Sous réserve du précédent paragraphe et sauf renonciation de l'une des Parties, les Brevets communs sont déposés tant en France qu'à l'étranger au nom conjoint des Parties.

Les décisions relatives aux dépôts de demandes de brevets correspondants sont prises conjointement.

Le mandataire unique désigné du Résultat est l'établissement porteur du projet, lorsque ce Résultat est obtenu par la mise en œuvre des moyens de plusieurs Parties, sauf accord contraire dans un délai d'un mois à compter de la réception par les Parties copropriétaires de la déclaration d'invention ou tout autre document présentant un Résultat issu du Projet.

Si l'une des Parties renonce à déposer une demande de Brevet commun ou renonce à une procédure de délivrance, d'extension à l'étranger ou de maintien en vigueur d'une demande de Brevet commun ou d'un Brevet commun, elle en informe l'(les) autre(s) Partie(s) qui peu(ven)t alors effectuer les procédures nécessaires à ses (leurs) seuls frais et en son (leurs) nom(s) propre(s). La Partie qui renonce s'engage à céder à (aux) l'autre(s) Partie(s) ses droits sur les demandes de brevets et / ou brevets correspondants pour la poursuite de la procédure. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties Copropriétaires de devenir seuls copropriétaires du ou des brevets nouveaux en cause pour le ou les pays concernés.

Une Partie Copropriétaire sera réputée avoir abandonné ses droits sur un brevet nouveau soixante (60) jours après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par la Partie Copropriétaire chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur des brevets désignée conformément au quatrième paragraphe du présent article.

Il est entendu que la Partie renonçant ne saurait se prévaloir d'aucun droit d'exploitation ni d'aucune rémunération au titre de l'exploitation par les autres Parties copropriétaires du ou des Brevet(s) commun(s) concerné(s) dans le ou les pays concernés.

Dans tous les cas, un Règlement de Copropriété est conclu entre les Parties copropriétaires.

Les Parties copropriétaires des Brevets communs intéressent leurs inventeurs et créateurs conformément au code de la propriété intellectuelle et au décret n° 96-858 du 2 octobre 1996 modifié.

6.5 Utilisation et exploitation des Résultats du projet

6.5.1 Principes généraux

Sous réserve des dispositions de l'article 6.2.5 ci-après, chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Résultats dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 5 de l'Accord.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'utilisation et d'exploitation des Résultats, dans les conditions prévues à l'Accord.

6.5.2 Utilisation aux fins d'exécution des Travaux

Chacune des Parties concède aux autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Résultats aux seules fins de l'exécution de leur part des Travaux. Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation sont les mêmes que celles prévues à l'article 6.2 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances Propres.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part des Travaux, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

6.5.3 Utilisation à des fins de recherche

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, sur sa demande, les Résultats des autres Parties pour ses seuls besoins propres de recherche et dans le cadre de collaboration de recherche avec des tiers, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

Si les Résultats ainsi demandées constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire ou Copropriétaire.

6.5.4 Exploitation des Résultats conjoints du projet

Les Parties Copropriétaires de Résultats Conjointes préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'une Convention Spécifique avant toute exploitation industrielle et commerciale ou, dans l'hypothèse de brevets nouveaux en copropriété dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'article 6.4 ci-dessus et dans le respect des principes définis à l'article 6.5.5.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie Copropriétaire des Résultats Conjointes impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires, selon les conditions et modalités définies ultérieurement dans la Convention Spécifique ou de règlement de copropriété susmentionnés, sans préjudice de l'article 6.2.5 ci-dessous.

Lorsque les Résultats Conjointes consistent en des logiciels, l'accord préalable des autres Parties Copropriétaires sera requis si l'exploitation envisagée entraîne la communication de codes sources.

6.5.5 Exploitation des Résultats par une autre Partie

6.5.5.1 Chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire s'engage, pendant une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'Accord, à concéder à toute autre Partie qui en ferait la demande, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence d'exploitation de ses Résultats dans un Domaine d'application dès lors qu'elles seraient nécessaires à l'exploitation des Résultats de la Partie qui fait la demande. Ce droit sera concédé à des conditions préférentielles (c'est-à-dire plus favorables que les conditions commerciales du marché pour le Domaine d'application considéré) ou à toute autre condition convenue entre les Parties d'un commun accord. Les conditions préférentielles et les modalités de la licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Résultats, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

Dans l'hypothèse où aucune licence n'aurait été conclue entre les Parties dans les conditions ci-dessus, à l'issue d'un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'Accord, l'engagement susvisé prendra fin et la Partie propriétaire ou Copropriétaire des Résultats se retrouvera libre de les exploiter et/ou de les faire exploiter à titre exclusif, sous réserve de l'accord des autres Parties Copropriétaires dans le cas des Résultats Conjointes.

6.6 Concession des droits d'utilisation des Résultats issus du Projet et des droits de propriété littéraire et artistique

Pour la durée du Projet, les Parties concèdent un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de leurs Résultats issus du Projet aux autres Parties, lorsqu'ils leur sont nécessaires pour exécuter leur part du Projet.

Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 8 de l'Accord.

Les droits patrimoniaux sur une œuvre de l'esprit faisant l'objet d'une protection au titre du Code de la Propriété Intellectuelle, pourront être concédés par la Partie qui les détient à une autre Partie (ci- après « Demandeur ») et à la condition qu'ils soient nécessaires au Demandeur qui en fait la demande écrite préalable pour l'exécution de sa part de Travaux dans le cadre de l'action AMPIRIC.

Il est entendu que cette œuvre de l'esprit peut être un Résultat issu du Projet.

Les Parties titulaires des droits patrimoniaux sur l'œuvre de l'esprit pourront concéder à titre gratuit en tant que de besoin, pour l'exécution des termes de l'Accord, à l'exclusion de toute exploitation commerciale, et pour la durée de son exécution, les droits d'auteur suivants aux autres Parties :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire l'œuvre de l'esprit, et, pour les logiciels et les bases de données, leurs évolutions, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, cette œuvre de l'esprit, et, pour les logiciels, le droit de les corriger, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue ;
- le droit de traduire ou de faire traduire l'œuvre de l'esprit, en tout ou en partie, en toute langue, et, pour les logiciels, en tout langage de programmation ;

Ces droits étant nécessaires à la réalisation du Projet.

Cette concession n'emporte aucune cession des attributs de droit moral.

Article 7 - Conventions Spécifiques :

Afin de permettre d'encadrer dans de bonnes conditions les actions et les travaux, ainsi que d'identifier les contributions et les responsabilités respectives, les Parties et les personnes morales tierces au présent Accord éventuellement impliquées dans ces actions et ces travaux mettront en place des Conventions Spécifiques, qui pourront déroger aux dispositions fixées dans l'Accord et pourront prévoir notamment mais pas limitativement d'aborder les points suivants :

- La description des actions et des travaux envisagés, leur calendrier d'exécution et le budget associé, l'ensemble figurant en annexe de la Convention Spécifique concernée et ayant une valeur contractuelle ;
- Des modalités précises d'exécution, en particulier pour les Travaux qui comporteraient des aspects cliniques ou qui concerneraient des matériels biologiques ou des données cliniques;
- Un comité de suivi des activités, chargé notamment du reporting attendu dans le cadre du Projet ;
- Des règles d'attribution de la propriété intellectuelle et d'exploitation de ces droits sous forme d'un Règlement de Copropriété, et, en annexe, la liste des Connaissances Propres des partenaires impliqués que ces derniers mettent à disposition des Travaux;
- Des règles de confidentialité et de publications ;

- Des dispositions financières permettant de mettre en évidence non seulement les flux financiers internes au projet, mais aussi les apports éventuels de tiers.
- Les responsabilités prises et les garanties apportées par les partenaires.

Les dispositions de cet article ne remettent pas en cause les Conventions Spécifiques déjà conclues.

Par ailleurs, la résiliation d'une Convention Spécifique n'entraîne pas nécessairement la résiliation automatique de l'Accord.

Article 8 - Confidentialité

8. 1 Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules informations confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution du Projet, sous réserve du droit des tiers.

8. 2 Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des informations confidentielles à une autre Partie.

8. 3 Chaque Partie s'engage à garder secrètes les informations confidentielles appartenant à (aux) l'autre(s) Partie(s) reçues dans le cadre de l'Accord.

Chaque Partie s'engage à ce que ces informations :

- 8.3.1 Soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles ;
- 8.3.2 Ne soient utilisées que pour les besoins de l'Accord ;
- 8.3.3 Ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître.

Chaque Partie s'engage à ce que son personnel visé au 8.3.3 ci-dessus respecte les dispositions de l'Accord.

Toute autre communication ou utilisation de ces informations implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a communiquées.

8. 4 La Partie récipiendaire n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les informations confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- Qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- Qu'elles étaient déjà en sa possession avant leur communication par l'autre Partie ;
- Qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie récipiendaire sans qu'ils aient eu accès à ces informations confidentielles

Dans le cas où la communication d'informations confidentielles est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La Partie récipiendaire s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la Partie émettrice afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

8. 5 L'obligation de secret est maintenue pendant une période de cinq (5) ans à compter de la communication de l'information confidentielle sous réserve de dispositions particulières convenues entre les Parties dans le cadre notamment des Conventions spécifiques régissant la réalisation des Travaux.

Article 9 - Publications et communications

Les Parties s'engagent à favoriser au maximum la diffusion publique des comptes-rendus d'avancement du Projet ou de leurs résumés.

Sous réserve de dispositions particulières convenues entre les Parties dans le cadre des Conventions spécifiques régissant la réalisation des Travaux, tout projet de publication ou de communication relatif au Projet doit obtenir, pendant la durée du présent Accord et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de(s) l'autre(s) Partie(s) impliquée(s) dans les Travaux qui fera(ont) connaître sa (leur) décision dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Le projet de publication ou de communication correspondant doit faire référence au concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du Projet et mentionner le soutien apporté par la CDC et l'État au titre du programme Investissements d'Avenir, le numéro de la Convention attributive d'aide « Initiatives d'Excellence », en indiquant par exemple « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par la Caisse des Dépôts et des Consignations au titre du Programme Investissements d'Avenir dans le cadre du Projet Panorama portant la référence/convention N°2020-5451 .

En cas de résultats brevetables, le secret est conservé jusqu'au dépôt de la demande de Brevet commun.

Dans cette hypothèse de Travaux effectués dans le cadre du Projet aboutissant à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition en France ou à l'étranger, l'Établissement porteur ou la Partie concernée doit en informer la CDC. L'Établissement porteur ou la Partie concernée est tenu d'avertir la CDC de toute cession ou nantissement du brevet en cause.

En cas de résultats susceptibles d'exploitation industrielle sur dossier technique secret, les Parties impliquées dans les Travaux définissent en commun les informations devant demeurer confidentielles et celles pouvant librement être publiées ou communiquées.

Les dispositions qui précèdent ne peuvent faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à ou aux organisme(s) dont elle relève, sous réserve de respecter les conditions concernant la confidentialité,
- ni à la soutenance de mémoires d'étudiants ou à la soutenance de thèses de chercheurs participant au Projet; sous réserve de respecter si nécessaire des mesures de confidentialité.

Article 10 – Responsabilité

Chaque Partie reste responsable dans les conditions de droit commun des dommages qu'elle, y compris ses personnels et/ou ses biens ou ceux dont elle a la garde, cause aux autres Parties ou aux tiers à l'occasion de l'exécution du présent Accord.

10.1 Matériels

Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition de(s) l'autre(s) ou financés par cette Partie dans le cadre de l'Accord, restent la propriété de celle-ci.

10.2 Personnel

Dans le cadre du Projet, par convention expresse entre Parties, du personnel de l'une des Parties, restant payé par son employeur, peut être amené à travailler dans les locaux d'une autre Partie. Le personnel doit alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels et équipements.

Chaque Partie continue toutefois d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournit toute indication utile à l'employeur.

Les Parties assurent la couverture de leurs personnels respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Article 11 - Sous-traitance

Pour les besoins du Projet, chaque Partie peut sous-traiter à un tiers une partie des actions et des travaux qui lui incombent. Chaque Partie reste responsable de la réalisation des actions et des travaux qu'elle sous-traite à un tiers.

Le contrat de sous-traitance doit être établi dans des termes compatibles avec ceux de l'Accord. A ce titre, chaque Partie devra détenir la pleine et entière propriété des résultats obtenus par ses sous- traitants dans le cadre du Projet.

Article 12 - Résiliation partielle de l'Accord

Une Partie qui souhaite se retirer du Projet devra notifier sa décision dument motivée à l'Établissement porteur dans les meilleurs délais.

Ce dernier convoquera une réunion exceptionnelle du Conseil des établissements partenaires dans un délai de quinze (15) jours calendaires lors duquel la Partie souhaitant se retirer exposera ses justifications.

Les Parties identifieront les conséquences de ce retrait et statueront selon les règles fixées par l'Accord s'agissant du fonctionnement du Conseil des établissements partenaires. A l'issue de ce Conseil des établissements partenaires, l'Établissement porteur transmettra à la CDC le compte rendu de la réunion.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties manquerait à ses obligations dans le cadre de l'Accord et ne remédierait pas à ses manquements dans les trois mois suivant la mise en demeure adressée par l'Établissement porteur, ce dernier devra convoquer le Conseil des établissements partenaires qui se réunira en présence de la Partie défaillante qui ne prendra pas part au vote. Les Parties, non compris la Partie défaillante, peuvent, avec l'accord de la CDC, résilier en tout ou partie l'Accord à l'encontre de la Partie défaillante et confier à une ou plusieurs autre(s) Partie(s) ou à un tiers tout ou partie des actions et des travaux à exécuter.

La Partie défaillante ou qui se retire du Projet s'engage à communiquer gratuitement à l'Établissement porteur, à (aux) (l')autre(s) Partie(s) ou au tiers subrogé toutes les informations nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieu et place. En outre, la Partie exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres Parties ou au tiers remplaçant ses droits de propriété intellectuelle, notamment relatifs à ses Connaissances Propres mises à disposition et Résultats issus du Projet jusqu'au jour où elle se retire du Projet, pour la poursuite du Projet et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation desdits Résultats et/ou Connaissances Propres.

La Partie exclue ou qui se retire de l'Accord perd le bénéfice des droits concédés ou qui auraient pu lui être concédés, sur les Connaissances Propres mises à disposition et/ou les Résultats issus du Projet des autres Parties au titre de l'article 7 ci-avant. Dans le cas où ladite partie aurait reçu un financement de la part du porteur du projet Panorama, elle s'engage non seulement à justifier des dépenses d'ores et déjà effectuées avec les fonds reversés mais également à restituer au porteur du projet les fonds non encore exploités, dans un délai maximum d'un mois.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante ou qui se retire du Projet de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la (les) Partie(s) plaignante(s) du fait de la résiliation partielle de l'Accord.

Article 13 – Force majeure

Aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.

La Partie invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'Établissement porteur par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'Établissement porteur devra ensuite en informer la CDC dans les meilleurs délais.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de trois (3) mois, les Parties se réunissent au sein du Conseil des Partenaires afin de proposer une solution pour permettre la réalisation du Projet y compris par l'exclusion de la Partie qui subit la force majeure.

L'Établissement porteur informera la CDC de la solution retenue pour assurer la continuité du Projet.

Article 14 - Durée de l'Accord

L'Accord entre en vigueur, nonobstant sa date de signature entre les Parties, à la date du 23 novembre 2020, date de signature de la Convention de financement entre la CDC et AMU.

L'Accord est conclu pour la durée du Projet, conformément à la Convention de financement entre la CDC et AMU n°2020-5451.

Nonobstant l'expiration ou la résiliation partielle dans les conditions prévues à l'article 12 de

l'Accord, les Parties demeurent liées par les engagements souscrits aux articles 5, 6, 8 et 9.

Article 15 - Règlement des différends

L'Accord est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, les Parties s'engagent à s'efforcer de résoudre leur différend à l'amiable.

A cet effet, les Parties pourront soumettre leur différend à des conciliateurs désignés par chacun d'eux, à moins qu'ils ne s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique. Le ou les conciliateurs devront être désignés par les Parties dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification à l'ensemble des Parties du différend. Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par l'ensemble des Parties une solution amiable dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

En cas de désaccord persistant au-delà de ce délai, les tribunaux français compétents pourront être saisis.

Fait à Marseille , le,

En 15 exemplaires originaux

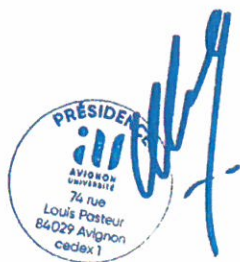
Pour Aix-Marseille Université
Éric BERTON
Président

Signature :

A blue ink signature of Éric Berton, written over a circular blue stamp that reads "Université Aix-Marseille".

Pour Avignon Université
Philippe ELLERKAMP
Président

Signature :

A blue ink signature of Philippe Ellerkamp, written over a circular blue stamp. The stamp contains the text: "PRÉSIDENT", "AVIGNON UNIVERSITÉ", "74 rue Louis Pasteur", "84029 Avignon cedex 1".

Pour l'université de Toulon
Président

Signature :

Le Président
de l'Université de Toulon
Xavier LEROUX



Pour IEP d'AIX
Rostane MEHDI
Directeur

Signature :

Pour Centrale Marseille
Carole DEUMIE
Directrice

Signature :

Pour Le Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille, siège de la region académique Provence-Alpes-Côte D'Azur
Bernard BEIGNIER

Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, Recteur de l'académie d'Aix-Marseille,
Chancelier des universités

Signature :

Pour Electricité de France
Jean-Jacques MONTI
Délégué Régional EDF Provence Alpes Côte d'Azur

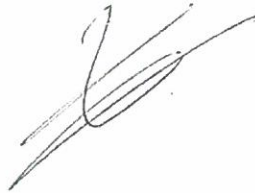
Signature :

Pour Visionari
Pierre ALZINGRE
Président

Signature :

Pour l'association Sortie d'Amphi
Xavier LEPITRE
Président

Signature :



Pour l'association Elles Bougent
Marie-Sophie PAWLAK
Présidente

Signature :



Association "Elles bougent"
Siège : 45 bd des Batignolles - 75008 PARIS
Adresse postale : 57 Place de l'Europe - 92500 RUEIL MALMAISON
Tél. 01 47 25 40 49
N° Siret : 491 927 091 00034

Pour l'association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV)
Candice LE TOURNEUR
Déléguée régionale

Signature :



A.F.E.V.
96, La Canebière
13001 Marseille
Tél. : 04 91 50 83 88
N° siret 390 322 055 00034

Pour l'association Article 1
Boris WALBAUM
Coprésident

Signature :



Pour l'association CMPE 13
Corinne INNEST
Présidente

Signature :



Pour l'association Cap au Nord Entreprendre
Christian CORTAMBERT
Président

Signature :


Christian CORTAMBERT


Cap au Nord Entreprendre
Le Carburateur
211, chemin de la Madrague-Ville
13015 Marseille
contact@capaunord.fr

LE RESEAU
DES ACTEURS
ECONOMIQUES
DE MARSEILLE NORD

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Renaud MUSELIER
Président

Signature :

